



[Libération.fr](http://liberation.fr) 19 octobre 2016

# Après plusieurs agressions à l'encontre de personnel de l'Education nationale, le sociologue Eric Debarbieux replace ces événements dans le temps long.

---

Violences en milieu scolaire: «les intrusions extérieures sont très rares»  
Lundi, [un instituteur a été agressé dans la rue à Argenteuil \(Val-d'Oise\)](#) alors qu'il ramenait sa classe de CE2 d'un cours de sport. Quelques heures avant, la proviseure d'[un lycée de Tremblay-en-France \(Seine-Saint-Denis\)](#) a reçu des coups de poing et des coups de pied à 8 heures du matin à l'entrée de son établissement, un cocktail Molotov a été jeté par-dessus les grilles. C'était la deuxième attaque du lycée en dix jours. [Début septembre, l'agression d'un surveillant à Saint-Denis](#) avait entraîné une forte mobilisation d'une partie de l'équipe pédagogique, en grève pendant dix jours pour réclamer plus de moyens humains.

Ces événements interrogent. Sont-ils le signe d'une crispation particulière? Faut-il se méfier d'un effet loupe, dont les médias sont coutumiers, faussant l'interprétation? Le sociologue Eric Debarbieux étudie depuis plus de vingt-cinq ans les violences en milieu scolaire. Ancien délégué

ministériel chargé de la prévention et de la lutte contre ces violences, il publie aujourd'hui un ouvrage *l'Ecole face à la violence: décrire, expliquer et agir* (éditions Armand Colin).

Comment interprétez-vous ces récentes agressions?

Il ne faut pas relativiser les faits qui se sont produits ces derniers jours. Ils sont graves, avec des conséquences durables pour les équipes pédagogiques. Banaliser ces actes serait un mépris insupportable pour les victimes et l'ensemble du personnel enseignant. J'achève une grande enquête de victimation, qui sera publiée de manière détaillée en janvier. Nous avons interrogé un échantillon de 12 000 membres de l'Education nationale avec un questionnaire précis, notamment sur les agressions subies. Le risque d'être victimes de violence physique existe: il est de 0,8% par an. C'est le double en éducation prioritaire: 1,6%. Rapporté aux 900 000 membres du personnel de l'Education nationale, cela représente une dizaine de cas chaque jour. Le risque est donc bien réel, même s'il reste mesuré. Il faut bien avoir en tête que ce n'est pas là l'essentiel des violences en milieu scolaire.

Que voulez-vous dire?

On confond souvent plusieurs choses. Les intrusions extérieures par exemple sont rares. Il faut avoir en tête que 95% des faits graves commis dans l'enceinte d'un établissement le sont par des élèves qui y sont scolarisés. Encore une fois, je ne cherche pas à minimiser les faits et je n'ai aucune réticence aux mesures sécuritaires, souvent nécessaires. Mais je dis simplement que la réponse sécuritaire ne peut pas être la seule solution apportée. L'effet de loupe sur certains événements empêche aussi de prendre en compte les violences ordinaires, ce que l'on appelle les petites violences: les bousculades volontaires entre les

élèves, les réflexions racistes... Toutes ces incivilités qui se répètent et pourrissent le climat d'un établissement.

Dans les lycées touchés par les violences, les professeurs interrogés réclament plus de moyens humains...

Oui, cela ne m'étonne pas. Dans l'enquête que j'ai faite, une partie du questionnaire porte sur les solutions à envisager, ce qu'il faudrait faire. Les résultats sont éloquentes: les enseignants ne demandent pas le déploiement d'un arsenal sécuritaire, non. Quasiment aucun ne croit en l'utilité de détecteurs de métaux, très peu pensent que la vidéosurveillance peut être une solution. En revanche, ils mettent tous en avant le travail en équipe, la solidarité, le besoin de renforcer les effectifs. L'humain. Il est important d'écouter cette demande. Le diagnostic des professionnels de terrain est primordial, chaque situation est différente. Et la réponse doit être du cousu main. Il faut bien avoir à l'esprit que les agressions ne sont jamais le fruit du hasard. Le magistrat Denis Salas parlait - et c'était dans les années 90 - de «*délinquance d'exclusion*» pour qualifier ces actes de violence visant l'institution. Que ce soit l'école ou une autre institution d'ailleurs. Les récentes agressions sont à rapprocher, à mon sens, des violences commises à l'encontre des policiers.

Vous dites que cette «*délinquance d'exclusion*» existait déjà dans les années 90. Faut-il comprendre que rien n'a changé?

Les violences envers l'école en tant qu'institution ne sont pas nouvelles. Les enquêtes de victimation que je mène depuis vingt-cinq ans le montrent bien. Le tournant s'est produit entre 1995 et 1998. Il y a vingt ans, donc. Nous en sommes toujours au même point aujourd'hui. La

psychologue Hélène Bazex qui écrit un chapitre dans mon livre montre par exemple que les jeunes revenus de Syrie disent ne pas tant avoir souffert du racisme que de ce sentiment de non-appartenance à l'école. C'est une crise profonde. Il faut arriver à ce que les élèves, mais aussi leurs parents, les habitants du quartier se réapproprient l'école. Dans mon enquête, j'ai un contre-exemple parfait. Un quartier dans une ville du bassin minier d'une grande pauvreté. Mais c'est pourtant l'une des écoles d'éducation prioritaire où les violences sont les moins nombreuses. Pourquoi? L'école est le lieu d'identité de ce quartier, les habitants sont très investis, le sentiment d'appartenance est fort.

[Marie Piquemal](#)